

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

MARCHE N° SNIA_PAI-NAN_AOO_24-116

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Générale de l'Aviation Civile
Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Ouest (DSAC Ouest)
Rue Louis-Joseph MAILLOUX
29490 GUIPAVAS

Représentant de l'Acheteur (RA)

Monsieur le directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire
82 Rue des Pyrénées
75020 PARIS

Conducteur d'opération

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire Ouest (SNIA Ouest)
Zone Aéroportuaire CS14321
44343 BOUGUENAIS Cédex

Objet de la consultation

**Mission de maîtrise d'œuvre relative au projet de rénovation
énergétique du bâtiment du siège de la DSAC Ouest**

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **02 juin 2025 à 16h** (heure locale de l'adresse du RA)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2-1. Définition de la procédure	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots	3
2-3. Nature de l'attributaire	4
2-4. Variantes imposées.....	4
2-5. Durée du marché et délais d'exécution	4
2-6. Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs	4
2-7. Délai de validité des offres	4
2-8. Propriété intellectuelle	4
2-9. Clauses sociales et environnementales	4
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION	5
3-1. Documents fournis aux candidats.....	5
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats	6
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu	9
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES	10
4-1. Sélection des candidatures	10
4-2. Jugement et classement des offres	10
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	12
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	12
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique	13
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	13
ARTICLE 7. VISITE	14
ARTICLE 8. PROCÉDURES DE RECOURS	14

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Une consultation de maîtrise d'œuvre est organisée en vue de la rénovation énergétique du bâtiment du siège de la DSAC Ouest.

Le contenu de la mission confiée au titulaire sera constitué des éléments de mission de base suivantes : DIAG, AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR, GPA.

La mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens du code de l'environnement.

La coordination (OPC) n'est pas dévolue à la maîtrise d'œuvre.

Lieu d'exécution des prestations :

DSAC/O

Rue Louis-Joseph MAILLOUX

29490 Guipavas.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle hors TVA affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est estimée à 1 607 000 € valeur octobre 2024.

À titre indicatif, la date prévisionnelle de début des travaux est le mois de juin 2027.

Les candidats sont informés du caractère potentiellement contraignant des enjeux liés à la sécurité et à la sûreté sur un site occupé, exploité et concerné par des activités de navigation et de contrôle aérien.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure d'**appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

La présente consultation fait référence au cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-MOE) approuvé par arrêté en date du 30 mars 2021.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- ☐ Soit avec un prestataire unique ;
- ☐ Soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Variantes imposées

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement.

2-6. Modifications non substantielles au dossier de consultation des concepteurs

Le RA se réserve le droit d'apporter des modifications non substantielles au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-8. Propriété intellectuelle

Sans objet.

2-9. Clauses sociales et environnementales

✓ S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, chaque attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 9-1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Défis emploi Pays de Brest	Mme Christelle AMBERLIN Coordinatrice Régionale Clause d'Insertion Sociale Tél : 02.98.42.78.78 amberlin@defisemploi.bzh
----------------------------	---

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

✓ **S'agissant de la clause environnementale**

Les déplacements :

Le titulaire s'applique à limiter les émissions de CO₂ générées dans le cadre des déplacements.

Les échanges numériques :

- ✓ Privilégier l'envoi des documents par des liens de téléchargement au lieu de pièces jointes ;
- ✓ Impressions de documents limitées au strict nécessaire et de préférence en noir et blanc et recto/verso, utilisation privilégiée d'encres végétales.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sous la référence publique : **SNIA_PA1-NAN_AOO_24-116**.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-2. ci-après, à compléter ;
 - Acte d'engagement
 - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes (plans, audits, suivi énergétique OSFi) constituant les éléments de programme ;
- Acte de sous-traitance (trame SNIA).

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier « Candidature »

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées ci-dessous :

Situation juridique - références requises

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/Commande publique/Formulaires de la commande publique> ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (délégations internes à l'entreprise au besoin) y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- * Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

Capacité économique et financière - références requises

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation de l'assureur ; le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises

✓ Expérience :

La présentation des références de même nature en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, indiquant notamment le montant, la nature, la date, le destinataire privé ou public. Cette liste sera préférentiellement appuyée par des certificats de bonne exécution délivrés par des maîtres d'ouvrage pour des prestations de même nature.

Ces références correspondront à des opérations d'ampleurs similaires, réalisées par les intervenants de l'agence (agence qui réalisera les travaux et non par la société nationale).

✓ **Capacités professionnelles :**

L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle (OPQIBI ou équivalent) ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Compétences thermiques obligatoires

A titre d'exemple :

- OPQIBI 1322 - Maîtrise d'œuvre en génie climatique courant, qualification souhaitable ;
- OQPIBI 1224 - Maîtrise d'œuvre de la performance énergétique de l'enveloppe du bâtiment, qualification souhaitable.

Compétences en gestion des déchets obligatoires

A titre d'exemple :

- OPQIBI 1907 : Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la déconstruction de bâtiment, qualification souhaitable ;
- Une certification professionnelle « Diagnostiqueur produits, équipements, matériaux et déchets issus du bâtiment » au répertoire FRANCES COMPETENCES est souhaitable.

Conformément à l'article D216-12 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), la personne morale réalisant le diagnostic relatif aux produits, équipements, matériaux et déchets (PEMD) doit fournir la preuve de reconnaissance de ses compétences par la présence dans ses effectifs d'au moins une personne physique satisfaisant au critère fixé aux personnes physiques dans le même article du CCH.

Compétences architecturales obligatoires

A titre d'exemple :

- Architectes inscrits à l'ordre des architectes en 2025 ou équivalence européenne.

Le cas échéant, toutes autres certifications professionnelles. Eventuellement, des attestations de maîtrise d'ouvrage.

Compétences structures obligatoires

A titre d'exemple :

- Ingénieries des structures

✓ **Capacités techniques**

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

* Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

✓ **Une déclaration sur l'honneur**

Une déclaration sur l'honneur précisant qu'il n'entre pas dans l'un des cas d'interdiction d'attribution d'un marché public en vertu de l'article 23 du RÈGLEMENT (UE) 2022/576 DU CONSEIL du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) no 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine ;

Si le candidat utilise le DUME, le candidat remplira les informations précitées dans cet article 3-2.

dans un autre sous dossier « Offre » :

- L'acte d'engagement: cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des prestataire(s) ;

Dans le cas d'un groupement, le candidat joindra les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant du modèle de l'acte de sous-traitance du Service national d'ingénierie aéroportuaire fourni dans le DCE. Il sera à compléter à raison d'un par sous-traitant. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 4-4 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) :

Cadre ci-joint à compléter sans modification (deux tableaux distincts : **DPGF global et DPGF détaillée** par intervenant et par heure pour chaque élément de mission). Le candidat peut transmettre un sous-détail des prix au format de son choix, mais il ne devra en aucun apporter de modifications à la DPGF.

Dans le cas d'un groupement (qu'il soit conjoint ou solidaire), les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

La DPGF est au format Excel avec formules de calcul préremplies (2 onglets). Il appartient au candidat de s'assurer que les totaux dans la DPGF ne contiennent pas d'erreur de calcul et prennent bien en compte l'intégralité des prix qu'il aura renseignés. En cas d'anomalie constatée (formule de calcul erronée, oubli de ligne à chiffrer...) le candidat signale cette anomalie via l'option lui permettant de poser des questions sur la consultation en cours sur la plateforme PLACE.

- Le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :
 - Une note relative à la compréhension des contraintes, des enjeux de l'opération et des intentions du candidat au regard des éléments de programme du CCTP et de ses annexes ;
 - Description de l'organisation et des moyens y compris le temps passé que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission, au regard de l'étendue de la celle-ci, de l'importance des travaux et de son degré de complexité ;
 - La présentation des moyens humains mis à disposition pour cette opération, détaillés par élément de mission.

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP,
- Les certificats fiscaux et sociaux de moins de 6 mois,
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail,
- Si l'acte d'engagement transmis n'est pas dûment complété et signé électroniquement, le candidat susceptible d'être retenu devra le transmettre via la plateforme PLACE,
- Un RIB lisible correspondant aux coordonnées bancaires renseignées dans l'AE.

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-9.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

Par mesure de simplification, les candidats sont invités à fournir ces documents dès le dépôt de leur offre.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'acheteur commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RA.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RA.

Critère d'attribution	Pondération
Critère Technique	60 points
CT1 : Une note relative à la compréhension des contraintes, des enjeux de l'opération et des intentions du candidat au regard des éléments de programme du CCTP et de ses annexes. ✓ Exposer les enjeux, les axes forts et les points de complexité de l'opération dans toutes ses dimensions tels qu'ils sont perçus et hiérarchisés par le candidat (15 pts) ✓ Décrire la stratégie mise en œuvre pour garantir l'atteinte des objectifs fixés dans les éléments de programme et expliciter l'intégration des enjeux dans le parti architectural (15 pts)	30 points
CT2 : Organisation et moyens y compris le temps passé que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission, au regard de l'étendue de la celle-ci, de l'importance des travaux et de son degré de complexité ✓ Gestion du projet à chaque phase des éléments confiés, méthodologie de travail en transversalité proposée, modalités d'échanges avec le maître d'ouvrage (10 pts)	20 points

Critère d'attribution	Pondération
✓ Justification des honoraires et des temps passés, décomposition du temps prévisionnel par intervenant et par élément de mission (DPGF détaillée) (10 pts)	
CT3 : Les moyens humains mis à disposition pour cette opération, détaillés par élément de mission	10 points
✓ Taille et composition de l'équipe, désignation du chef de projet et des intervenants sur chacun des éléments de mission (5 pts)	
✓ Compétences des personnes pressenties, CV détaillés pour chacune des compétences demandées (5 pts)	
Critère Prix	40 points

NOTATION DU CRITÈRE TECHNIQUE

Le mémoire justificatif et explicatif devra permettre au maître d'ouvrage de juger de la maîtrise des enjeux du projet par le candidat, de l'adéquation des moyens organisationnels et de production qui seront déployés afin de répondre techniquement et administrativement aux contraintes techniques, administratives et calendaires.

Le mémoire sera structuré en volets répondant aux critères de jugement.

Après analyse technique, la meilleure note obtenue sur le critère valeur technique sera portée systématiquement à la note maximale de 60. Les autres notes se verront attribuer une valeur selon la formule suivante :

Note Technique = Note de l'offre analysée x 60/Valeur de la meilleure note.

NOTATION DU CRITÈRE PRIX

Le prix sera comparé sur la base du montant total en lettres en € TTC figurant dans l'acte d'engagement sur la base de la formule suivante :

Note Prix = 40 x Pmini/Prix analysé

Pmini étant le prix de l'offre la plus basse (hors offres irrégulières, ou inappropriées ou inacceptables et hors offre confirmée anormalement basse)

Lors de l'examen des offres, le RA se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'acheteur demandera au candidat concerné de régulariser la DPGF afin qu'elle soit mise en conformité avec le montant en lettres en euros TTC figurant dans l'acte d'engagement. En cas de refus du candidat, son offre sera éliminée.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat

sera prononcée par le RA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Elle devra contenir l'ensemble des pièces exigées à l'article 3-2.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **SNIA_PA1-NAN_AOO_24-116**.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2. ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire Ouest

Zone Aéroportuaire CS14321

44343 BOUGUENNAIS Cedex

Copie de sauvegarde pour : Marché de Rénovation énergétique du bâtiment du siège de la DSAC
OUEST

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat (*)

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'article 5-2.1. :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite

de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. VISITE

Les candidats désirant se rendre sur le site pour effectuer **la visite recommandée** devront s'adresser au :

Service National d'ingénierie Aéroportuaire Ouest
Zone Aéroportuaire CS14321
44343 BOUGUENNAIS Cédex

Madame Séverine VEILLON

severine.veillon@aviation-civile.gouv.fr

Téléphone : 06.83.61.39.84

Les visites s'effectueront uniquement du lundi au vendredi et aux horaires de bureau.

ARTICLE 8. PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

L'instance chargée des procédures de recours est :

Tribunal administratif de Brest
150 Rue Ernest Hemingway
29200 BREST
tél. : 02 98 20 75 10
greffe.ta-brest@juradm.fr
<http://brest.tribunal-administratif.fr>